



Groupe GDR

Communiqué

Paris, 10 avril 2026

1^{er}-Mai : coup de force des macronistes et du RN

Afin de satisfaire les intérêts économiques de quelques-uns et de certaines corporations, et sous la pression de grandes enseignes, le gouvernement, sa majorité parlementaire et le rassemblement national, viennent de remettre en cause le 1^{er}-Mai en tant que seul jour chômé et férié.

Face à une intersyndicale unie et au rejet populaire, ils ont délibérément choisi de recourir aux magouilles parlementaires pour commettre leur forfait sans débat et sans vote.

C'est la mémoire collective, celle des travailleurs, celle du syndicalisme, celle du progrès social pour toutes et tous qui est aujourd'hui bafouée.

Après neuf ans de macronisme, La France passe de l'avant-garde des droits sociaux à l'avant-garde de leur destruction. C'est un jour noir pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs du monde, la France étant le premier pays à revenir sur cette conquête sociale célébrée dans 163 pays et arrachée dans le sang il y a 120 ans.

Dès mardi prochain, la Commission Mixte Paritaire est convoquée par le Gouvernement pour valider définitivement et dans la précipitation ce texte afin de l'appliquer dès le 1^{er}-Mai prochain.

Nous serons mobilisés pour empêcher la promulgation de ce texte scandaleux, régressif et offensant pour l'ensemble des travailleurs s'il devait être adopté définitivement. Nous refusons que la France devienne le premier pays du monde à renier le 1^{er}-Mai, jour de lutte internationale des travailleurs.